

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

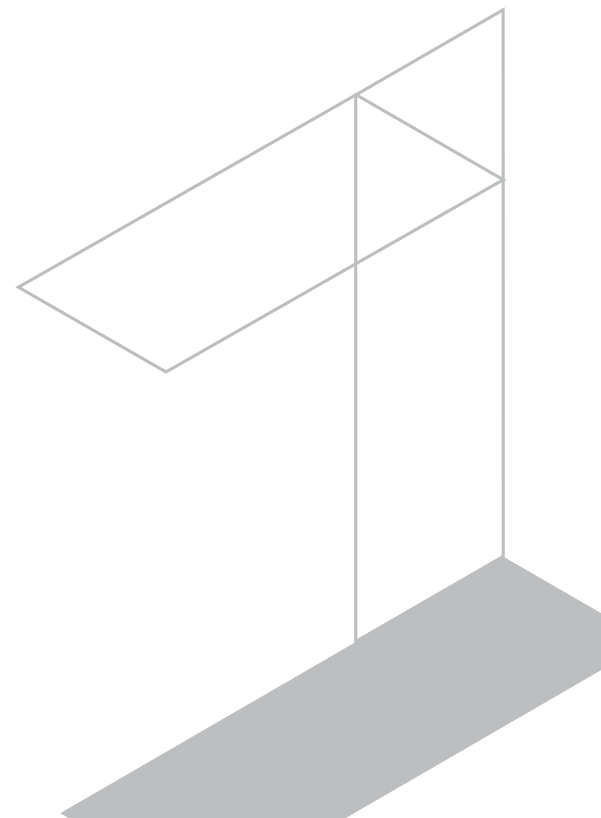
2025-2026 RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2025

**Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités**

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Profil de la Société	1
2.0 Indicateurs du rendement opérationnel	1
3.0 Gestion des risques	2
4.0 Résultats financiers	2
États financiers intermédiaires résumés non audités	5



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion dresse un portrait des résultats financiers et des changements opérationnels pour le deuxième trimestre, clos le 30 septembre 2025, de Construction de Défense Canada (la Société ou CDC). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour la période close le 30 septembre 2025.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Les présents états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), Information financière intermédiaire, et à la Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapport financier trimestriel des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada et sont présentés en dollars canadiens. La Société recommande également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et du rapport de gestion s'y rapportant (le *Rapport annuel 2024-2025*). La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

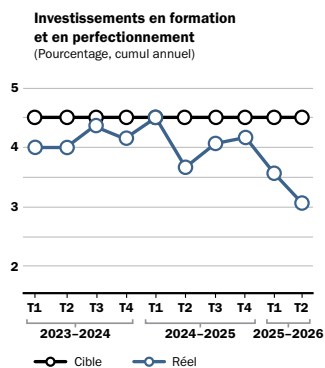
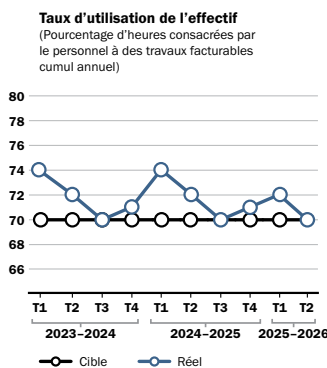
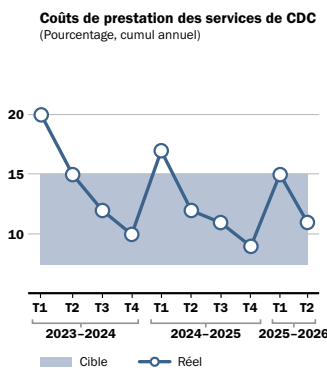
Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2025. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2024. Toute mention du cumul depuis le début de l'exercice désigne le semestre clos le 30 septembre 2025. Toute mention du cumul annuel de l'exercice précédent désigne le semestre clos le 30 septembre 2024. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2025.

1.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

CDC est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

2.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

Indicateur de rendement opérationnel	Semestre clos le 30 septembre 2025	Cible
Coûts de prestation des services de CDC	11 %	de 9 % à 15 %
Taux d'utilisation de l'effectif	70 %	70 %
Investissements en formation et en perfectionnement	3,1 %	4,5 %



3.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2024-2025* de CDC.

4.0 RENDEMENT FINANCIER

4.1 RÉSULTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2025	2024	\$	%	2025	2024	\$	%
Produits tirés des services facturés	50 170 \$	47 230 \$	2 940	6 %	102 781 \$	98 524 \$	4 257	4 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	1 374	1 196	178	15 %	2 340	1 915	425	22 %
Produits financiers	743	754	(11)	-1 %	1 523	1 549	(26)	-2 %
Produits totaux	52 287 \$	49 180 \$	3 107	6 %	106 644 \$	101 988 \$	4 656	5 %
Salaires et avantages du personnel	44 415 \$	41 436 \$	2 979	7 %	93 784 \$	86 989 \$	6 795	8 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	3 457	3 366	91	3 %	6 659	7 002	(343)	-5 %
Frais de déplacement et décaissements	1 374	1 196	178	15 %	2 340	1 915	425	22 %
Dotation aux amortissements	450	454	(4)	-1 %	888	911	(23)	-3 %
Charges financières	59	65	(6)	-9 %	120	132	(12)	-9 %
Total des charges	49 755 \$	46 517 \$	3 238	7 %	103 791 \$	96 949 \$	6 842	7 %
Résultat net et résultat global	2 532 \$	2 663 \$	(131)	-5 %	2 853 \$	5 039 \$	(2 186)	-43 %

Les produits tirés des services facturés se chiffraient à 50 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 3 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 103 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette situation découle d'une hausse de la demande de services des clients-partenaires combinée à un relèvement du taux de facturation de 3,25 %.

La hausse des salaires et des avantages du personnel est principalement attribuable aux rajustements salariaux annuels liés aux facteurs économiques, à la rémunération au rendement et aux avantages. Le reste de l'augmentation tient à la hausse d'environ 2 % (ou 30) des équivalents temps plein (ETP) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles et frais d'administration totalisaient 3 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une augmentation d'environ 3 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. En cumul depuis le début de l'exercice, les charges opérationnelles et frais d'administration s'élèvent à 7 millions de dollars, une baisse de 5 % environ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces variations découlent surtout des coûts liés à la technologie de l'information, aux services professionnels et à la dotation en personnel.

Les dépenses en technologie de l'information totalisaient 2 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 108 000 \$, ou 6 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les dépenses en technologie de l'information s'élèvent à un total de 3 millions de dollars, en hausse de 164 000 \$, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable aux achats de matériel informatique pour les nouveaux employés afin de répondre à la demande accrue des clients-partenaires.

Les services professionnels atteignaient au total 537 000 \$ au deuxième trimestre, soit une hausse de 138 000 \$, ou 35 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des coûts des services infonuagiques gérés. Pour l'exercice à ce jour, les services professionnels totalisent 802 000 \$, en baisse de 187 000 \$, ou 19 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse découle surtout des dépenses extraordinaires engagées au cours de la période correspondante de l'exercice précédent dans le cadre de services d'audit interne et de migration de contenu tiré du site intranet.

Les services professionnels atteignaient au total 34 000 \$ au deuxième trimestre, soit une baisse de 138 000 \$, ou 80 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les services professionnels totalisent 138 000 \$, en baisse de 155 000 \$, ou 53 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution résulte principalement de la réinstallation nécessaire d'un plus grand nombre d'employés et des paiements uniques pour le placement d'employés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

4.2 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est expliquée dans le *Rapport annuel 2024-2025*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 83 millions de dollars au 30 septembre 2025, soit une baisse de 14 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au 31 mars 2025.

Au 30 septembre 2025, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 30 millions de dollars, en baisse de 16 millions de dollars, ou 35 %, par rapport au 31 mars 2025. Au cours du semestre suivant le 31 mars 2025, la Société a affecté des sorties nettes de trésorerie de 13 millions de dollars à ses activités opérationnelles, de 2 millions de dollars (montant net) à l'acquisition de placements et de 287 000 \$ aux dépenses d'investissement, et a dépensé 512 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 septembre 2025, le solde de trésorerie global de CDC se situait dans la fourchette ciblée de 24 à 34 millions de dollars pour ses réserves de fonctionnement pour 2025-2026.

Au 30 septembre 2025, les placements (courants et non courants) totalisaient 53 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars par rapport à la clôture de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à l'achat de certificats de placement garanti (CPG) et d'obligations des provinces.

Trésorerie et ressources en capital (en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 septembre 2025	31 mars 2025	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 103 \$	46 421 \$	(16 318)	-35 %
Placements	53 005	50 429	2 576	5 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	83 108 \$	96 850 \$	(13 742)	-14 %

4.3 COMPARAISON DES RÉALISATIONS AUX PROJECTIONS

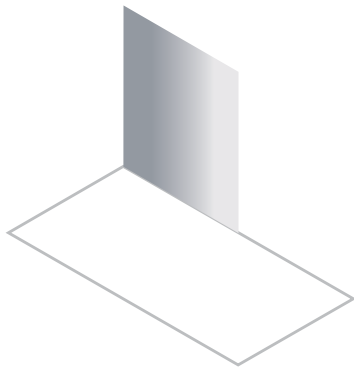
Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société en cumul depuis le début de l'exercice aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). La génération de produits est légèrement inférieure aux projections initiales. Les salaires et les avantages du personnel sont supérieurs à ce qui était anticipé au départ, principalement en raison du moment où les rajustements salariaux ont eu lieu. La Société reste néanmoins sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'exercice.

Les produits tirés des services facturés sont de 2 millions de dollars de moins par rapport aux projections du Plan. Cette baisse s'explique par une demande plus faible que prévu pour ces services de la part des clients-partenaires.

Globalement, les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 23 % inférieurs aux projections du Plan, en raison surtout d'un changement dans la période où ces dépenses auront lieu. La Société continue de cerner les occasions de réduire les coûts et de mettre en œuvre des initiatives efficaces pour favoriser la réduction des dépenses du gouvernement du Canada.

(en milliers de dollars)	Semestre clos le 30 septembre 2025		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	102 781 \$	105 140 \$	(2 359)	-2 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	2 340	1 567	773	49 %
Produits financiers	1 523	1 515	8	1 %
Produits totaux	106 644 \$	108 222 \$	(1 578)	-1 %
Charges				
Salaires et avantages du personnel	93 784 \$	92 773 \$	1 011	1 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	6 659	8 631	(1 972)	-23 %
Frais de déplacement et décaissements	2 340	1 567	773	49 %
Dotation aux amortissements	888	883	5	1 %
Charges financières	120	126	(6)	-5 %
Total des charges	103 791 \$	103 980 \$	(189)	0 %
Résultat net et résultat global	2 853 \$	4 242 \$	(1 389)	-33 %
Dépenses d'investissement	277 \$	— \$	277	*
Charges liées aux marchés	684 391 \$	557 202 \$	127 189	23 %

*La variation est négligeable.



ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS



DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, Information financière intermédiaire, et à la Directive sur les normes comptables : GC 5200, Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Marie-Josée Lacombe, CPA
*Vice-présidente, Finances et
Ressources humaines, et
chef des Finances*

Ottawa, Canada
Le 28 novembre 2025

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 septembre 2025	31 mars 2025
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		30 103 \$	46 421 \$
Placements	6	9 544	9 797
Produits à recevoir	9	3 145	—
Créances clients	13	42 580	21 239
Charges payées d'avance		2 778	1 920
Salaires et autres créances		2 109	1 770
Actifs courants		90 259 \$	81 147 \$
Placements	6	43 461	40 632
Immobilisations corporelles	7	2 174	2 165
Immobilisations incorporelles		70	97
Actifs au titre de droits d'utilisation	12	5 019	5 612
Actifs non courants		50 724 \$	48 506 \$
Total de l'actif		140 983 \$	129 653 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	13	24 640 \$	21 669 \$
Produits comptabilisés d'avance	9	4 160	399
Avantages du personnel	8	982	860
Obligations locatives	12	797	1 045
Passifs courants		30 579 \$	23 973 \$
Avantages du personnel	8	48 141	46 006
Obligations locatives	12	5 335	5 599
Passifs non courants		53 476 \$	51 605 \$
Total du passif		84 055 \$	75 578 \$
Capitaux propres			
Capital-actions : Autorisé – (1 000 actions ordinaires sans valeur nominale) – émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		56 928	54 075
Total des capitaux propres		56 928 \$	54 075 \$
Total du passif et des capitaux propres		140 983 \$	129 653 \$

Engagements : Voir la note 12. Passifs éventuels : Voir la note 14.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
		2025	2024	2025	2024
Produits tirés des services facturés	9	50 170 \$	47 230 \$	102 781 \$	98 524 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		1 374	1 196	2 340	1 915
Produits financiers		743	754	1 523	1 549
Produits totaux		52 287 \$	49 180 \$	106 644 \$	101 988 \$
Salaires et avantages du personnel		44 415 \$	41 436 \$	93 784 \$	86 989 \$
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	3 457	3 366	6 659	7 002
Frais de déplacement et décaissements		1 374	1 196	2 340	1 915
Dotation aux amortissements	7, 12	450	454	888	911
Charges financières	12	59	65	120	132
Total des charges		49 755 \$	46 517 \$	103 791 \$	96 949 \$
Résultat net et résultat global		2 532 \$	2 663 \$	2 853 \$	5 039 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Capital-actions	— \$	— \$	— \$	— \$
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	54 396	49 641	54 075	47 265
Résultat net et résultat global	2 532	2 663	2 853	5 039
Solde à la clôture de la période	56 928 \$	52 304 \$	56 928 \$	52 304 \$
Capitaux propres	56 928 \$	52 304 \$	56 928 \$	52 304 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
		2025	2024	2025	2024
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement					
Résultat net		2 532 \$	2 663 \$	2 853 \$	5 039 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement					
Charge au titre des avantages du personnel	8	1 299	1 117	2 598	2 232
Avantages du personnel versés	8	(172)	(144)	(341)	(279)
Dotations aux amortissements	7, 12	450	454	888	911
Accroissement des primes d'investissement		(140)	(67)	(258)	(133)
Amortissement des primes d'investissement		8	11	18	23
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		(2 881)	1 644	(21 341)	(1 434)
Salaires et autres créances		4	(1 180)	(339)	(1 133)
Charges payées d'avance		129	299	(858)	(1 376)
Produits à recevoir		(158)	(112)	(3 145)	(2 828)
Fournisseurs et dettes diverses		(1 737)	(102)	2 981	1 491
Produits comptabilisés d'avance		2 533	795	3 761	2 497
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement					
		1 867 \$	5 378 \$	(13 183) \$	5 010 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		(2 600)	(1 000)	(7 045)	(1 000)
Rachat et cession de placements		3 979	1 736	4 709	1 736
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(268)	—	(287)	(85)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement					
		1 111 \$	736 \$	(2 623) \$	651 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives	12	(258)	(226)	(512)	(458)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement					
		(258) \$	(226) \$	(512) \$	(458) \$
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période					
		2 720	5 888	(16 318)	5 203
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période					
		27 383	25 484	46 421	26 169
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période					
		30 103 \$	31 372 \$	30 103 \$	31 372 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie					
Produit d'intérêts sur les placements		494 \$	388 \$	981 \$	765 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires		246 \$	364 \$	535 \$	778 \$
Charges d'intérêts sur les obligations locatives		59 \$	65 \$	120 \$	132 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus en parallèle avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2025 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, Information financière intermédiaire, publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et la Directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables : GC 5200, Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025 et le rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes afférentes aux états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées du Conseil des normes comptables internationales (CNCI.) Le CNCI n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations des provinces, portant intérêt à des taux effectifs allant de 1,2 % à 4,0 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,6 % à 4,0 %), ainsi que de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 1,3 % à 5,1 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,3 % à 5,1 %).

Les échéances des obligations s'échelonnent de décembre 2025 à décembre 2031 et celles des CPG de mars 2026 à juin 2030; la Société compte détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur des placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

	Au	
	30 septembre 2025	31 mars 2025
Partie courante	9 544 \$	9 797 \$
Partie non courante	43 461	40 632
Investissements totaux	53 005 \$	50 429 \$

	Au	
	30 septembre 2025	31 mars 2025
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations des provinces	18 165 \$	15 049 \$
Certificats de placement garanti	34 840	35 380
	53 005 \$	50 429 \$

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) des cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (c.-à-d. des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (niveau 3). La juste valeur des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, mais est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

Juste valeur	Au	
	30 septembre 2025	31 mars 2025
Obligations des provinces	18 243 \$	15 121 \$
Certificats de placement garanti	35 591	35 655
	53 834 \$	50 776 \$

Au 30 septembre 2025						
	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<i>Obligations</i>						
Obligations des provinces	de 1,2 % à 4,0 %	de 2,6 % à 4,0 %	3 764 \$	6 264 \$	8 137 \$	18 165 \$
Certificats de placement garanti	de 1,3 % à 5,1 %	de 1,3 % à 5,1 %	5 780	29 060	—	34 840
			9 544 \$	35 324 \$	8 137 \$	53 005 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Solde au 31 mars 2025	700 \$	1 558 \$	2 773 \$	5 031 \$
Acquisitions	228	10	39	277
Cessions	—	(4)	—	(4)
Solde au 30 septembre 2025	928 \$	1 564 \$	2 812 \$	5 304 \$

Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2025	666 \$	1 116 \$	1 084 \$	2 866 \$
Amortissements	20	96	152	268
Cessions	—	(4)	—	(4)
Solde au 30 septembre 2025	686 \$	1 208 \$	1 236 \$	3 130 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2025	34 \$	442 \$	1 689 \$	2 165 \$
Valeur comptable nette au 30 septembre 2025	242 \$	356 \$	1 576 \$	2 174 \$

Aucune baisse de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie du personnel retraité. Le régime d'avantages du personnel n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 mars 2025. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2026 ou plus tôt au besoin.

	Au	
	30 septembre 2025	31 mars 2025
Partie courante	982 \$	860 \$
Partie non courante	48 141	46 006
Total des avantages du personnel	49 123 \$	46 866 \$

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2025	46 866 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1 416
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	1 182
Primes au titre des avantages du personnel	(341)
Solde au 30 septembre 2025	49 123 \$

Les montants comptabilisés dans l'état du résultat et du résultat global intermédiaire résumé de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestre clos le		Semestres clos le	
	30 septembre		30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Coût des services rendus au cours de la période	708 \$	613 \$	1 416 \$	1 225 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	591	504	1 182	1 007
Charge au titre des avantages du personnel	1 299 \$	1 117 \$	2 598 \$	2 232 \$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par secteur d'activité :

Secteur d'activité	Trimestre clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Gestion des marchés	20 773 \$	19 554 \$	42 024 \$	40 307 \$
Gestion des projets et des programmes	12 038	11 216	24 949	24 011
Soutien technique en matière de biens immobiliers	5 514	5 314	11 503	11 232
Passation de marchés	3 733	3 679	7 453	7 516
Soutien technique en matière de construction	4 512	3 837	9 183	7 981
Soutien technique en matière d'environnement	3 600	3 630	7 669	7 477
Produits totaux	50 170 \$	47 230 \$	102 781 \$	98 524 \$

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par type de marché :

Type de marché	Trimestre clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Produits horaires	23 969 \$	20 584 \$	48 811 \$	41 376 \$
Produits forfaitaires	26 201	26 646	53 970	57 148
Produits totaux	50 170 \$	47 230 \$	102 781 \$	98 524 \$

Au 30 septembre 2025, des produits comptabilisés d'avance totalisant 4 160 \$ (399 \$ au 31 mars 2025) se rapportaient à des obligations de prestation n'ayant pas encore été satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé en produits d'ici le 31 mars 2026. Les variations des produits comptabilisés d'avance sont présentées dans le tableau suivant :

	30 septembre 2025	31 mars 2025
Solde à l'ouverture de la période	399 \$	920 \$
Comptabilisation des produits comptabilisés d'avance	(259)	(953)
Montants facturés et produits comptabilisés d'avance	4 020	432
Solde à la clôture de la période	4 160 \$	399 \$

10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Technologie de l'information	1 779 \$	1 671 \$	3 411 \$	3 247 \$
Services professionnels	537	399	802	989
Frais de déplacement, d'accueil et de formation	468	515	1 119	1 225
Coûts d'occupation	334	276	617	594
Frais généraux et frais d'administration	305	333	572	654
Dotation	34	172	138	293
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 457 \$	3 366 \$	6 659 \$	7 002 \$

11. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

11.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 127 797 \$ au 30 septembre 2025 (119 859 \$ au 31 mars 2025) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 13. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances figurant à la note 5, Créances clients, la Société évalue la provision pour perte sur les créances clients (en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie) à un montant de zéro \$ (zéro \$ en 2025).

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

Au 30 septembre 2025			
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 103 \$	— \$	30 103 \$
Placements	—	53 005	53 005
Créances clients	—	42 580	42 580
Salaires et autres créances	—	2 109	2 109
Total des actifs financiers	30 103 \$	97 694 \$	127 797 \$

Au 31 mars 2025			
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 421 \$	— \$	46 421 \$
Placements	—	50 429	50 429
Créances clients	—	21 239	21 239
Salaires et autres créances	—	1 770	1 770
Total des actifs financiers	46 421 \$	73 438 \$	119 859 \$

11.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses se chiffrait à 14 661 \$ au 30 septembre 2025 (12 329 \$ au 31 mars 2025) et était égale aux flux de trésorerie contractuels représentant l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en moins de six mois. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 30 septembre 2025, les actifs financiers de la Société ont dépassé ses passifs financiers de 113 136 \$ (107 530 \$ le 31 mars 2025).

Les passifs financiers de la Société, compte tenu des paiements d'intérêts estimés, devaient arriver à échéance entièrement dans un délai de six mois ou moins au 30 septembre 2025.

11.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 septembre 2025, tous les placements (53 005 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (50 429 \$ au 31 mars 2025). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments. La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

12. CONTRATS DE LOCATION

12.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux et des installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total
Solde au 31 mars 2025	5 474 \$	138 \$	5 612 \$
Amortissements	(547)	(46)	(593)
Solde au 30 septembre 2025	4 927 \$	92 \$	5 019 \$

12.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 septembre 2025	31 mars 2025
Partie courante	797 \$	1 045 \$
Partie non courante	5 335	5 599
Total des obligations locatives	6 132 \$	6 644 \$

Solde au 31 mars 2025	6 644 \$
Paievements	(632)
Charges d'intérêts	120
Solde au 30 septembre 2025	6 132 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 septembre 2025.

Un an ou moins	1 006 \$
De un à deux ans	599
De deux à cinq ans	2 469
Plus de cinq ans	3 084
Total	7 158 \$

Le tableau ci-après présente la ventilation des paiements de loyer pour l'exercice. Les paiements de loyer variables comprennent les montants pour les coûts d'exploitation, les taxes foncières et l'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables.

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestres clos le 30 septembre	
	2025	2024	2025	2024
Paievements de loyer variables	302 \$	213 \$	578 \$	507 \$
Total des sorties de trésorerie pour contrats de location	619 \$	504 \$	1 210 \$	1 097 \$
Remboursement du capital des obligations locatives	258 \$	226 \$	512 \$	458 \$

13. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du deuxième trimestre se chiffraient à 50 170 \$ comparativement à 47 230 \$ au cours de la même période en 2024-2025; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour l'exercice à ce jour, ces produits totalisent 102 781 \$, contre 98 524 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	30 septembre 2025	31 mars 2025
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	39 341 \$	18 082 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	2 804	2 944
Centre de la sécurité des télécommunications	406	163
Services partagés Canada	29	50
	42 580 \$	21 239 \$

Dettes :		
Services publics et Approvisionnement Canada	2 153 \$	— \$
Agence du revenu du Canada	1 415	1 711
Ministère de la Justice	113	152
Services partagés Canada	—	2
	3 681 \$	1 865 \$

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions totalisaient 354 \$ au deuxième trimestre, contre 156 \$ pour la période correspondante de 2024-2025. Les transactions totalisent 564 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice, contre 280 \$ pour la période correspondante de 2024-2025. Parmi ces charges, la Société a recouvré 336 \$ des clients-partenaires au premier trimestre et 538 \$ pour le cumul depuis le début de l'exercice.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a acheté pour 1 002 \$ une obligation émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). L'obligation est arrivée à échéance le 15 décembre 2024. La Société réalisait des produits financiers de zéro \$ sur l'obligation au deuxième trimestre contre 4 \$ au cours de la même période en 2024-2025, et de zéro \$ pour l'exercice à ce jour contre 9 \$ au cours de la même période en 2024-2025.

14. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2025, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 17 387 \$. Celles-ci étaient liées à des marchés que CDC avait mis en place pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2025, 13 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 17 837 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.